le 3 janvier 2024

DÉCISION NOMINATIVE N° 15119453/ portant autorisation spéciale de survol motorisé en cœur du Parc national des Ecrins pour GENDARMERIE NATIONALE - CENTRE DE VOL EN MONTAGNE BRIANCON

Date du vol : 15 janvier 2024
Objet : FORMATION HAUTE-MONTAGNE PILOTES ET MECANICIENS GENDARMERIE NATIONALE

PERIODES DU 15/01/2024 au 02/02/2024

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-19-2 ;

VU la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Écrins aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi du 14 avril 2006 et notamment l'article 15-I-2° ;

VU le décret n°2015-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du parc national des Écrins ;

VU la charte du Parc national des Écrins, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du parc n°19 ;

VU la demande présentée par GENDARMERIE NATIONALE - CENTRE DE VOL EN MONTAGNE BRIANCON le 23 novembre 2023 ;

Considérant la possibilité donnée au directeur de délivrer une autorisation de survol motorisé dans le cœur du parc national pour les besoins des activités pastorales, forestières et halieutiques, aux missions scientifiques et de surveillance, d'amélioration ou de construction d'ouvrage ainsi qu'au ravitaillement des refuges et lieux habités, ou pour la réalisation des missions de l'établissement public du parc national,

DÉCIDE

Article 1 : Objet

GENDARMERIE NATIONALE - CENTRE DE VOL EN MONTAGNE BRIANCON est autorisé.e à effectuer un survol motorisé dans le cœur du Parc national des Écrins, avec l'appareil aux caractéristiques suivantes :
Type et couleur de l'appareil : EC 145, AS 350, EC135 couleur bleue avec liseré blanc et cocarde
Immatriculation de l'appareil : FMJBM ; FMJCP

Article 2 : Modalités d'application
La présente autorisation est délivrée pour la date du 15 janvier 2024. En cas d'aléa obligeant à reporter le survol, le pétitionnaire sollicitera l'accord préalable du parc national pour la nouvelle date qui sera couverte par la présente décision.
Le survol est autorisé pour les activités suivantes :
Objet du survol : FORMATION HAUTE-MONTAGNE PILOTES ET MECANICIENS GENDARMERIE NATIONALE

PERIODES DU 15/01/2024 au 02/02/2024
Site de dépose :

Cette autorisation est délivrée exclusivement pour l'appareil précis dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Prescriptions
La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :
1 - Se référer à la carte des zones sensibles à ne pas survoler 2 - Vols au dessus de 2800 m d'altitude
Document prescription 1

–Document prescription 3-

Article 4 : Indépendance des législations
La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7: Publication
La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

Article 8 : Voies et délais de recours
La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Gap, le 03 janvier 2024

P/O le Chef de secteur,

Le Directeur

Ludovic SCHULTZ